

**Assemblée générale**

Soixante-dix-neuvième session

Documents officiels

Distr. générale
25 octobre 2024
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 3^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 4 octobre 2024, à 10 heures

Présidence : M. Maniratanga (Burundi)
puis : M^{me} Sorto Rosales (Vice-Présidente) (El Salvador)

SommairePoint 26 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*)

- a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (*suite*)
- b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (*suite*)
- c) L'alphabétisation, enjeu vital : définir les futurs programmes d'action (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 10 heures.

Point 26 de l'ordre du jour : Développement social (suite)

- a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (suite) (A/79/154)**
- b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (suite) (A/79/61 et A/79/157)**
- c) L'alphabétisation, enjeu vital : définir les futurs programmes d'action (suite) (A/79/155)**

1. **M^{me} Nae** (Roumanie), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, déclare que les délégués de la jeunesse roumains ont la chance de faire des études et d'avoir ainsi la possibilité de réaliser leurs objectifs. Cependant, de nombreux jeunes dans le monde n'ont pas cette chance. L'éducation est essentielle pour réduire les inégalités et faire progresser les droits humains. Les délégués de la jeunesse doivent soutenir des politiques qui garantissent aux jeunes, quelle que soit leur situation, l'accès à une éducation de qualité, aux soins de santé et à l'égalité des chances.

2. Les jeunes femmes enceintes ont un accès inégal à des soins et à des systèmes de soutien adaptés, ce qui engendre la pauvreté, l'isolement social, la stigmatisation et des occasions perdues. La grossesse chez les adolescentes est liée à un manque d'instruction et d'accès à l'éducation car de nombreuses mères adolescentes abandonnent l'école. Les jeunes mères doivent avoir la possibilité de retourner à l'école ou de suivre d'autres cursus comportant une initiation à la finance et à la santé reproductive.

3. **M. Stark** (Roumanie), s'exprimant en qualité de délégué de la jeunesse, estime que les jeunes issus de populations vulnérables ne sont pas en mesure de répondre aux exigences liées au niveau d'études et au marché de l'emploi en raison d'un manque de compétences numériques, qui sont devenues indispensables dans un monde en mutation rapide. La société civile et les organismes publics en Roumanie ont collaboré en vue d'améliorer les compétences numériques des jeunes Roumains dans les régions vulnérables, les préparant ainsi à être plus résilients et mieux équipés pour s'adapter au changement.

4. Les technologies numériques doivent permettre de garantir l'accès des jeunes aux ressources éducatives et à des services sociaux efficaces et inclusifs. Cependant, la communauté internationale doit être en mesure de faire face aux risques associés à l'application généralisée des solutions numériques, notamment l'exclusion numérique, la discrimination et les violations du droit à la vie privée.

5. **M. Nyamdorj** (Mongolie) affirme qu'en dépit des efforts déployés depuis des décennies, les inégalités se sont lentement creusées partout dans le monde et ont été récemment exacerbées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), d'autres crises et des conflits. Les crises financières mondiales récurrentes peuvent avoir des répercussions durables sur le financement du développement dans les pays en développement. Les débats tenus actuellement par la Commission contribueront à accélérer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable et à adapter le consensus mondial sur le développement social à l'époque actuelle.

6. Au cours des deux dernières années, l'économie de la Mongolie a connu une croissance principalement due à la levée des restrictions liées à la COVID-19 et à un rebond du secteur agricole. Le Gouvernement mongol a pris des mesures pour renforcer le développement socioéconomique, notamment dans le cadre de sa

politique de développement à long terme baptisée « Vision 2050 », d'un programme d'action pour la période 2024-2028 et de la création d'un ministère de l'économie et du développement. Des initiatives concernant les données numériques sont mises en œuvre en vue d'améliorer l'accès des citoyens aux services publics et de réduire les coûts.

7. En Mongolie, les jeunes âgés de 15 à 34 ans, qui représentent environ 35 % de la population, sont considérés comme des acteurs majeurs pour façonner l'avenir du pays et influencer le développement socioéconomique et les processus politiques. Le Gouvernement mongol a promulgué une loi visant à promouvoir l'épanouissement des jeunes, dans la droite ligne de sa Vision 2050, et mis en place une structure de gouvernance de haut niveau pour superviser les progrès réalisés dans la mise en œuvre des initiatives en faveur des jeunes dans le pays. Il a également mené des initiatives en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées.

8. **M^{me} Al Shibli** (Oman) déclare que le Gouvernement omanais a mis en place un système de protection sociale complet qui comprend une prise en charge médicale universelle et un soutien social pour les groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. Conformément à la stratégie de son gouvernement pour la période allant jusqu'à 2040, le système de protection sociale est conçu de manière à protéger les personnes et les familles contre les risques sociaux et économiques grâce à la fourniture de diverses prestations, notamment en faveur des enfants, des personnes âgées, des veuves, des orphelins, des personnes handicapées et des familles. Le régime de sécurité sociale couvre la vieillesse, l'invalidité, le décès, les accidents du travail et les maladies professionnelles, les congés de maternité et les congés de maladie.

9. Le Gouvernement omanais a élargi ses programmes de protection sociale aux travailleurs du secteur privé, dans le but d'établir un partenariat efficace entre les secteurs public et privé. Il s'appuie sur les innovations et la technologie pour améliorer le système de protection sociale et faciliter l'accès aux services sociaux, renforçant ainsi leur efficacité et réduisant la bureaucratie. Afin de rendre son système de protection sociale plus équitable et plus complet, il cherche à échanger des connaissances et des données d'expérience avec d'autres pays et à nouer des partenariats mutuellement bénéfiques avec des organisations internationales en vue de réaliser les objectifs de développement durable.

10. **M^{me} Banaken Elél** (Cameroun) dit que le grand nombre d'activités organisées dans le monde entier pour marquer le trentième anniversaire de l'Année internationale de la famille témoigne de l'importance de la famille en tant qu'unité naturelle et fondamentale de la société qui doit être protégée par la société et l'État, comme le prévoit la Déclaration universelle des droits de l'homme.

11. Au Cameroun, le Ministère chargé de la promotion de la famille cherche à favoriser l'harmonie au sein des familles en encourageant une parentalité responsable et en renforçant le rôle et le statut du père et de la mère. Une stratégie nationale pour l'éducation des enfants au sein de la famille a été adoptée en 2020. Le Gouvernement camerounais continue de soutenir la légalisation des unions libres par l'organisation de cérémonies collectives de mariage.

12. La communauté internationale ne saurait promouvoir les droits humains sans protéger la famille traditionnelle. Toute initiative visant à affaiblir la famille, notamment à fragiliser l'autorité des parents et des tuteurs et à remettre en question la famille en tant qu'institution, est préoccupante. La soi-disant diversité des familles s'érige en opposition à l'institution de la famille. Au Cameroun, la famille se compose d'un homme, d'une femme et de leurs enfants ; il n'existe pas d'autre structure familiale.

13. Il faut consolider la famille par un soutien global et la promulgation de lois et de politiques encourageant le maintien et la reconstitution de l'unité familiale. Aucune institution humaine ne mérite plus d'attention et de protection que la famille traditionnelle. Afin de bâtir une société heureuse et prospère, chaque enfant doit grandir auprès d'une mère aimante et d'un père attentionné.

14. **M^{me} Novotná** (Tchéquie), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, déclare que ne laisser personne de côté doit rester un principe fondamental de l'élaboration des politiques. En 2023, un jeune sur cinq dans le monde est non scolarisé et sans emploi ni formation, et 75 % d'entre eux sont des femmes. La reprise du marché du travail après la crise de la COVID-19 a davantage profité aux jeunes hommes qu'aux jeunes femmes. La communauté internationale doit créer davantage d'emplois pour les jeunes femmes et soutenir leur participation au marché du travail et leur accès à l'éducation sur un pied d'égalité avec les hommes.

15. Selon l'Organisation internationale du Travail, les jeunes travailleurs ont plus de probabilités que les adultes d'avoir un emploi informel. Les jeunes peinent à trouver des emplois correspondant à leurs qualifications, ce qui crée des frustrations et limite leurs perspectives économiques et leur mobilité sociale. Afin de combler le décalage entre la fin des études et l'obtention d'un emploi décent, il faut mettre en œuvre un programme d'insertion professionnelle inclusif et continu. Les stages rémunérés aident les jeunes à obtenir une indépendance financière. Cependant, les stages non rémunérés créent un fossé entre ceux qui peuvent se permettre de travailler gratuitement et les autres, ce qui limite l'accès à une expérience précieuse et nuit aux perspectives d'emploi. Il est essentiel d'élaborer des politiques responsables en matière d'emploi et d'éducation des jeunes afin de susciter des changements qui profiteront à tous. Le meilleur investissement que la communauté internationale puisse faire porte sur l'avenir de l'économie et de la société mondiales.

16. **M^{me} Cancellaro** (Tchéquie), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, affirme que des obstacles entravent la réalisation de l'objectif 4 relatif à une éducation équitable, inclusive et de qualité pour tous. Les récentes inondations en Europe centrale ont eu un impact considérable sur les établissements d'enseignement de la région. Ces catastrophes ont mis en évidence le lien entre les objectifs 4 et 13 sur l'action climatique. En 2022, de nombreux enfants ont été touchés par les inondations, des écoles ont été détruites et l'enseignement a été interrompu pendant une longue période. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les catastrophes liées au climat perturbent l'éducation de près de 40 millions d'enfants chaque année dans le monde, menaçant ainsi la réalisation de l'objectif 4. La communauté internationale doit investir dans des systèmes éducatifs et des infrastructures résilientes, capables de résister aux chocs environnementaux et d'assurer la continuité des apprentissages pendant les crises.

17. Si les nouvelles technologies peuvent améliorer l'apprentissage, elles posent également des problèmes éthiques. L'intelligence artificielle (IA) dans les salles de classe suscite des inquiétudes quant à la protection des droits humains à l'ère numérique. Les systèmes basés sur l'IA, en particulier ceux qui sont utilisés pour le suivi et les évaluations, doivent donner la priorité à la protection de la vie privée et à l'équité, notamment en ce qui concerne la confidentialité des données numériques des enfants et la liberté d'expression. Les jeunes doivent participer davantage à l'élaboration des politiques relatives à l'éducation, à l'environnement et aux droits humains afin que les avancées technologiques et la résilience environnementale soient mises en place de manière responsable et en fonction de leurs besoins.

18. **M. Nidup** (Bhoutan) fait savoir que le Gouvernement bhoutanais, guidé par sa philosophie du bonheur national brut, place le bien-être et le bonheur du peuple bhoutanais au centre de son programme de développement et fait en sorte que les

progrès réalisés dans ce domaine profitent à tous les membres de la société. Dans son dernier plan quinquennal, son gouvernement s'est fixé pour objectifs d'élargir l'accès aux soins de santé, d'améliorer les résultats scolaires, de promouvoir l'égalité des genres et d'assurer la protection sociale des plus vulnérables. Le plan est axé sur l'éducation de la petite enfance, la santé mentale ainsi que les soins de santé maternelle et infantile, et prévoit des investissements visant à améliorer les services et à renforcer l'infrastructure rurale.

19. Le Bhoutan s'emploie à doter ses jeunes des compétences nécessaires pour prospérer dans une économie mondiale en pleine évolution. Parmi les nouvelles initiatives gouvernementales liées à la jeunesse figure un programme qui permet aux jeunes d'apporter une contribution majeure à l'économie tout en acquérant les compétences nécessaires au développement du pays. Le programme propose des formations dans les domaines de l'agriculture, de la construction, des technologies de l'information et de l'entrepreneuriat. Dans le cadre d'un programme national de service civique d'un an, les jeunes sont formés à l'encadrement, ainsi qu'à la sécurité alimentaire, domestique, communautaire et informatique.

20. Ayant récemment ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le Bhoutan veille à ce que les personnes handicapées aient accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi afin de protéger leur dignité et de ne laisser personne de côté. La communauté internationale doit intensifier ses efforts collectifs pour lutter contre la pauvreté et favoriser l'inclusion sociale.

21. **M^{me} Mazaeva** (Fédération de Russie) déclare que, malgré les tentatives de certaines délégations de politiser le débat actuel, sa délégation maintiendra sa position de longue date selon laquelle chaque sujet devrait être examiné par l'instance compétente. Les questions bilatérales devraient être traitées essentiellement dans le cadre de débats bilatéraux. L'Ukraine a choisi de renoncer à ces débats, préférant saper le travail des organes qui suivent une démarche fédératrice. Lorsqu'elle examine les problèmes des générations futures, elle devrait se souvenir du sort des enfants du Donbas, de Belgorod et de Koursk.

22. La Commission devrait rester le principal organe chargé d'examiner les questions sociales. L'élaboration intergouvernementale de décisions conjointes au sein de la Commission lui confère un avantage indéniable par rapport à d'autres instances dans lesquelles les questions de développement social peuvent être examinées. Les gouvernements ont le devoir d'améliorer les conditions de vie des personnes qui vivent sur leur territoire. La Fédération de Russie n'acceptera aucune tentative, y compris par l'intermédiaire d'organismes spécialisés des Nations Unies, de déterminer la voie à suivre en matière de politique sociale.

23. En Fédération de Russie, les mesures prises dans le cadre du programme gouvernemental sur l'environnement garantissent l'accès des personnes handicapées à l'éducation et aux services sociaux et leur permettent de participer à des activités culturelles et sportives. La protection des valeurs familiales et de la famille traditionnelle est une priorité absolue de la politique sociale du Gouvernement russe. L'année 2024 a été déclarée Année de la famille en Fédération de Russie. Le Gouvernement russe élabore un projet national visant à favoriser une augmentation durable du taux de natalité et à accroître le nombre de familles nombreuses. Il fonde ses politiques axées sur la jeunesse sur les principales dispositions du Programme d'action mondial pour la jeunesse. Depuis deux ans, il existe un mouvement de jeunesse en Fédération de Russie, qui permet aux jeunes de développer leur créativité et de participer activement à la vie sociale et culturelle.

24. Dans sa résolution [78/324](#), l'Assemblée générale a décidé de mettre fin au mandat du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement. Les États Membres sont convenus par consensus d'examiner de manière équitable et non

exclusive les recommandations figurant dans la décision 14/1 du Groupe de travail lors de tout débat qui se tiendrait sur le sujet à l'avenir. Lors des débats sur les questions de vieillissement, il est essentiel de tenir compte de la nécessité de défendre les droits humains mais aussi de réaliser des objectifs sociaux pertinents. La Commission pourrait servir de plateforme pour ces débats. L'Assemblée générale ne s'est jamais réunie pour examiner les possibilités figurant dans la décision 14/1, et encore moins pour prendre des mesures supplémentaires à cet égard.

25. **M^{me} Ochoa Espinales** (Nicaragua) estime qu'afin d'atteindre les objectifs de développement durable, la communauté internationale doit mettre en œuvre des politiques qui favorisent le droit au développement. Il convient de renforcer la mise en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sur la base de responsabilités communes mais différenciées, la priorité étant donnée à l'élimination de la pauvreté et au multilatéralisme.

26. Le Gouvernement nicaraguayen met en œuvre un modèle de développement axé sur la réduction de la pauvreté et des inégalités et le renforcement de la croissance économique du pays par la création d'emplois, la promotion et la facilitation des investissements, l'amélioration de la qualité de vie et la protection des ressources naturelles. Dans le cadre de son plan national de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement humain pour la période 2022-2026, il a élaboré un plan d'action pour favoriser la croissance économique et protéger les droits des familles.

27. Dans le budget national de 2024, des milliards de dollars ont été alloués à des programmes sociaux, dont la plupart visent à garantir les services de santé publique et d'éducation ainsi que les infrastructures, notamment l'électricité et l'eau potable. En 2024, 37,5 % des dépenses sociales du pays ont été allouées à l'éducation et à la santé, et 61 % du budget a été consacré à la lutte contre la pauvreté.

28. Au Nicaragua, 99,5 % de la population a accès à l'électricité, dont une grande partie est produite à partir de sources renouvelables. Selon le Forum économique mondial, en 2024, le Nicaragua occupe la première place en matière de parité des genres en Amérique latine et la sixième au niveau mondial. Grâce à son plan national pour la production, la consommation et le commerce, il a atteint la souveraineté alimentaire, 95 % des aliments consommés par les Nicaraguayens étant produits localement.

29. Il faut mettre fin à l'imposition de mesures coercitives unilatérales illégales qui portent préjudice à son peuple, compromettent la paix et entravent la réalisation des objectifs.

30. **M. Al Saoudi** (Iraq) dit que, compte tenu des grands défis auxquels l'humanité fait face, il faut renforcer la coopération entre le Nord et le Sud mondial et entre les États et l'ONU, avec la participation de la société civile, afin de réaliser un développement social global.

31. Le Gouvernement iraquien met en œuvre des plans nationaux ambitieux pour parvenir à un développement durable et favoriser l'égalité et la non-discrimination. En 2023, une loi a été adoptée en vue d'élargir la couverture sociale des travailleurs de différents secteurs et leur assurer une vie décente ainsi qu'à leur famille. La préservation de la famille en tant qu'élément fondamental de la société, conformément à l'article 23 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, est une priorité du Gouvernement iraquien. La cohésion et la solidité des familles favorisent la cohésion sociale et la réalisation d'un développement social global. Le Gouvernement iraquien s'emploie à fournir des soins aux personnes handicapées et aux personnes âgées et à protéger leurs droits. Il entend créer un environnement favorable aux jeunes en renforçant leurs capacités, en organisant des ateliers pour accroître leur rôle dans les efforts de développement ainsi qu'en

améliorant l'accès à l'enseignement supérieur et à des programmes de formation organisés en collaboration avec l'ONU.

32. L'Iraq est déterminé à collaborer avec la communauté internationale en vue de trouver des solutions communes aux problèmes auxquels le monde fait face. Il est indispensable de coopérer avec les organes de l'ONU chargés des droits humains afin de réaliser les objectifs de la Commission et de construire un avenir meilleur et durable pour toutes les composantes de la société.

33. **M^{me} González Cabello Maldonado** (Paraguay) fait savoir que le Gouvernement paraguayen est déterminé à améliorer la qualité de vie des personnes vivant dans la pauvreté au moyen d'une coordination efficace avec le secteur privé et la société civile. Le plan national de réduction de la pauvreté de son pays a été mis à jour de manière à tenir compte de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle. Le Gouvernement paraguayen a augmenté les montants des transferts en espèces afin de réduire les disparités concernant les conditions de vie de la population. Dans le cadre des efforts qu'il déploie en vue de promouvoir la transformation numérique et de moderniser les systèmes d'aide sociale, des fonds sont transférés aux bénéficiaires des programmes sociaux au moyen d'un portefeuille mobile, réduisant ainsi considérablement les coûts connexes.

34. Le Gouvernement paraguayen a mis en œuvre un programme visant à éliminer la faim à l'école, en prenant en charge 100 % des repas scolaires jusqu'à la neuvième année et en améliorant ainsi la sécurité alimentaire, les indicateurs nutritionnels des enfants et la fréquentation scolaire. Le Paraguay a renforcé son programme de pension alimentaire, qui prévoit le versement d'un revenu mensuel aux personnes âgées de plus de 65 ans vivant dans la pauvreté, ce qui contribue à la réalisation des objectifs 1 et 10. Ces efforts ont été soutenus par l'assistance technique du système des Nations Unies et par d'autres pays

35. **M^{me} Oppong-Ntiri** (Ghana) déclare que sur les 2,7 milliards de personnes qui n'ont pas d'accès à Internet, la plupart résident dans les pays en développement, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées étant les plus touchés. Le coût élevé de l'accès à Internet dans les pays à faible revenu creuse davantage l'écart, faisant de l'inclusion numérique universelle une priorité urgente. Grâce à la solidarité et aux investissements mondiaux, la communauté internationale doit aider les pays à rendre les technologies numériques accessibles à tous, indépendamment du statut socioéconomique ou de la situation géographique. Il convient d'accélérer les efforts visant à élargir l'accès abordable à Internet et à l'infrastructure numérique, en particulier pour les communautés rurales et marginalisées afin de ne laisser personne de côté.

36. Il est essentiel de nouer des partenariats régionaux afin de promouvoir l'inclusion numérique et le développement des infrastructures. La délégation ghanéenne salue la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique mise en œuvre par l'Union africaine et les initiatives de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest qui favorisent la collaboration et l'innovation sur le continent. L'intégration de la formation aux compétences numériques dans les systèmes éducatifs nationaux permettra aux jeunes d'acquérir les compétences nécessaires pour saisir les occasions qui se présentent à eux. Les services sociaux devraient être disponibles en ligne afin de les rendre plus accessibles, plus efficaces et mieux adaptés aux besoins des populations vulnérables. La communauté internationale doit mettre en place des dispositifs solides d'application du principe de responsabilité afin de sauvegarder les droits humains, prévenir la discrimination et protéger la vie privée dans l'utilisation des technologies numériques. La transparence et l'équité devraient guider l'utilisation de l'IA et d'autres technologies d'avant-garde, de manière à favoriser la justice sociale.

37. Dans le cadre de sa stratégie numérique, le Gouvernement ghanéen améliore l'accès à l'infrastructure, aux services et aux compétences numériques. Le développement des services mobiles au Ghana a permis l'accès et l'inclusion financière de personnes qui n'étaient pas bancarisées. Le Gouvernement ghanéen investit dans des programmes d'habileté numérique et des initiatives d'entrepreneuriat pour permettre aux jeunes d'acquérir ces compétences. Face aux pertes d'emplois dus à l'automatisation et à l'IA, il est déterminé à favoriser la reconversion professionnelle et l'amélioration des compétences.

38. **M. Akram** (Pakistan) estime que, la population mondiale des personnes âgées de 60 ans et plus devant passer de 1,2 milliard en 2024 à 2,1 milliards en 2050, il est essentiel de renforcer les systèmes de protection sociale, de promouvoir des emplois décents pour tous, de définir des âges de travail appropriés, d'améliorer l'accès aux soins de santé, de favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et d'améliorer les systèmes de retraite et d'aide sociale. En cette année qui marque le trentième anniversaire de l'Année internationale de la famille, la communauté internationale devrait réaffirmer son engagement à soutenir les familles en tant qu'agents du développement durable.

39. Le nombre de jeunes augmente dans les pays en développement. La Déclaration sur les générations futures prend en compte l'évolution de la nature du travail, les migrations légales et illégales et les effets de la technologie. Dans son rapport sur les technologies de l'information et les technologies numériques au service du développement social (A/79/154), le Secrétaire général présente des moyens d'améliorer la protection sociale, les soins de santé et l'éducation. Il est essentiel de combler le fossé numérique afin de garantir les avantages universels de la transformation numérique.

40. La réalisation des objectifs du Pacte pour l'avenir nécessitera une volonté politique et un financement adapté. Le Pacte comprend des mesures visant à combler le manque de financement des efforts menés pour réaliser les objectifs, notamment réorienter les droits de tirage spéciaux inutilisés de l'allocation de 2021, traiter les chocs futurs par l'émission de droits de tirage spéciaux, envisager d'augmenter le capital des banques multilatérales de développement, appuyer les négociations sur une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale et assurer la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement. Dans son prochain rapport sur la promotion d'un développement social inclusif, le Secrétaire général doit se concentrer sur le respect des engagements pris dans le Pacte.

41. **M^{me} Luque Nuñez** (Panama) déclare que le développement social est une condition nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable. L'éducation, les soins de santé, l'égalité des genres et l'inclusion sociale doivent orienter les politiques et les actions de la communauté internationale afin d'investir dans les personnes et de favoriser un dialogue ouvert et constructif pour construire un avenir durable. Les membres de la communauté internationale doivent œuvrer ensemble de sorte que tout le monde puisse participer à la prise de décision, notamment les plus vulnérables, dont les droits humains et l'accès aux ressources, aux outils et à la technologie doivent être soutenus.

42. Le Panama a mis en place une ligne d'assistance téléphonique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour la santé mentale et met en œuvre des programmes d'aide sociale pour fournir aux familles vulnérables des ressources et une formation. Il investit dans des programmes d'éducation et de formation professionnelle destinés aux jeunes et aux femmes. Il encourage la collaboration entre les secteurs public et privé et les populations en vue de lutter contre la pauvreté et les inégalités. Il crée des espaces où les personnes âgées peuvent collaborer à des activités où elles se sentent utiles. Le

Gouvernement panaméen est déterminé à soutenir la discrimination positive pour répondre aux besoins des groupes les plus vulnérables. L'indice de pauvreté multidimensionnelle aide à recenser les zones où les besoins sont les plus importants et à lutter contre les différentes dimensions de la pauvreté.

43. *M^{me} Sorto Rosales (El Salvador), Vice-Présidente, prend la présidence.*

44. **M. Islamuly** (Kazakhstan) déclare que les progrès accomplis vers la réalisation du Programme 2030 ont été annulés dans les pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement. Afin de relancer la dynamique, la communauté internationale doit donner la priorité au développement social dans les mesures prises face aux crises et dans les stratégies nationales de développement. Les recommandations qui figurent dans les rapports du Secrétaire général sur le développement social constituent un cadre d'action précieux. Le Gouvernement kazakhstanais est déterminé à créer une société inclusive et accessible, comme en témoigne sa volonté de construire un pays juste et équitable qui est au centre de ses stratégies nationales de développement.

45. Le Kazakhstan a réagi rapidement face à la pandémie de COVID-19 en adoptant un programme d'une valeur de 10 milliards de dollars en vue d'atténuer les dommages économiques et de protéger les groupes vulnérables. Le Gouvernement kazakhstanais a récemment adopté des approches novatrices en matière de sécurité sociale et a nommé un médiateur chargé d'examiner les droits des groupes socialement vulnérables. Son plan d'action sur la longévité active a amélioré la vie des personnes âgées. Un projet national a été lancé en vue de faciliter le transfert de connaissances entre des professionnels expérimentés et des jeunes. Le Gouvernement kazakhstanais a investi dans le congé parental et la garde d'enfants, encouragé les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie et mis en place des programmes axés sur l'encadrement, l'entrepreneuriat et l'engagement civique. Dans le cadre d'un nouveau programme, il a déposé la moitié des revenus des investissements annuels de son fonds de richesse nationale sur des comptes d'épargne pour chaque enfant jusqu'à l'âge de 18 ans.

46. Le Gouvernement kazakhstanais favorise les droits et le bien-être des personnes handicapées au moyen d'une législation qui garantit l'accessibilité et l'égalité des chances. Les services publics numériques et les plateformes administratives en ligne fournissent un soutien social et des avantages financiers aux groupes vulnérables. Le Kazakhstan s'efforce de créer un centre régional des Nations Unies dédié à la réalisation des objectifs de développement durable en Asie centrale et en Afghanistan.

47. **M. Bokeria** (Géorgie), s'exprimant en qualité de délégué de la jeunesse, estime que le manque d'éducation se répand dans le monde comme une pandémie mondiale. Les changements climatiques, les conflits en cours et l'augmentation des besoins humanitaires compromettent la croissance et le développement et nuisent aux jeunes. Quelque 260 millions d'enfants dans le monde sont déscolarisés et beaucoup d'autres n'ont pas accès à une éducation de qualité, ce qui peut compromettre la réussite économique et sociale des pays et creuser le fossé des inégalités entre les nations.

48. Bien que le pays rencontre des problèmes semblables, le Gouvernement géorgien a adapté son système éducatif aux besoins des élèves, en veillant à mettre en place des programmes spéciaux pour soutenir l'apprentissage, y compris dans les zones reculées. Malgré les réformes éducatives importantes qu'il a mises en œuvre, le manque d'éducation reste un problème. En raison de l'occupation illégale par la Fédération de Russie des régions géorgiennes d'Abkhazie et de Tskhinvali, des milliers d'enfants sont confrontés à la discrimination et à l'interdiction de recevoir une éducation dans leur langue maternelle, le géorgien. Leur accès à l'éducation est limité et les livres géorgiens ont été brûlés dans leurs écoles. Malgré le danger, les enseignants géorgiens défient l'oppression en organisant des cours clandestins.

49. Dans la période de tension géopolitique actuelle, l'accès à l'éducation est d'autant plus crucial. Des conflits dévastateurs, dont la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, privent des millions d'enfants de leur droit à l'éducation. La communauté internationale doit s'unir pour défendre ce droit car les jeunes méritent d'avoir la possibilité de construire un avenir meilleur.

50. L'ONU doit créer une université numérique fonctionnant sur tous les continents afin de procurer une éducation aux jeunes. La situation géographique favorable de la Géorgie et ses valeurs euro-atlantiques font du pays un emplacement idéal pour l'université proposée, qui changerait la vie de millions d'enfants.

51. **Mme Kamiya** (Japon) juge indispensable de se concentrer sur la dignité de toutes les personnes afin de surmonter les crises mondiales complexes actuelles et les obstacles croissants à la réalisation des objectifs de développement durable. L'élévation du niveau de la mer causée par les changements climatiques menace l'existence des petits États insulaires en développement, et les inondations massives, les sécheresses, la désertification et la dégradation des sols peuvent déclencher et exacerber des conflits. Le Japon s'emploie à traiter ces difficultés en favorisant la décarbonisation, la croissance économique et la sécurité énergétique. Il est sur la bonne voie pour réduire les émissions nettes à zéro d'ici 2050.

52. Sur la base des principes de sécurité humaine et d'inclusivité, le Japon s'efforcera de fournir une couverture sanitaire universelle. Afin de ne laisser personne de côté, la communauté internationale doit s'attaquer aux problèmes que rencontrent les personnes handicapées. En avril 2024, la loi modifiée sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes handicapées, qui rend obligatoire la mise en place d'aménagements raisonnables par les entreprises, est entrée en vigueur dans le pays. Le Japon siègera au Comité des droits des personnes handicapées pour la période 2025-2028. Il est déterminé à appliquer la Convention relative aux droits des personnes handicapées dans le cadre de son objectif consistant à réaliser une société plus inclusive.

53. **M. Pieris** (Sri Lanka) déclare que Sri Lanka, de même que la communauté mondiale, n'a pas réussi à atteindre les objectifs de développement durable. Toutefois, son pays est partie à toutes les principales conventions de l'Organisation internationale du Travail et les a mises en œuvre en adoptant des lois. L'environnement économique mondial a mis à rude épreuve la capacité de Sri Lanka à répondre aux besoins de sa population, et les inégalités persistantes entre les pays développés et les pays en développement menacent de fragiliser les progrès qu'il a accomplis. Les membres de la communauté internationale doivent collaborer en vue d'apporter le soutien nécessaire aux pays en développement au moyen d'une assistance financière, d'initiatives de renforcement des capacités et d'un partage des connaissances.

54. Le Gouvernement sri-lankais protège les groupes vulnérables au moyen de programmes régissant le transfert en espèces et les droits fonciers et d'une nouvelle politique nationale de protection sociale. Des subventions sont allouées aux personnes handicapées à faible revenu, aux patients souffrant de maladies rénales et à des programmes de nutrition scolaire. Le Gouvernement sri-lankais donne la priorité à la couverture sanitaire universelle et à l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur par l'octroi de bourses. En tant que signataire de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, Sri Lanka a participé aux efforts visant à garantir l'égalité des chances pour les personnes handicapées. Les débats menés par la Commission doivent être axés sur la promotion d'une croissance inclusive, la réduction des inégalités et la promotion de la dignité humaine.

55. **M. Alateek** (Arabie saoudite) déclare que, 67 % de la population de l'Arabie saoudite ayant moins de 35 ans, le Gouvernement saoudien a élaboré des initiatives

visant à améliorer les compétences des jeunes et à leur fournir des emplois adaptés. Dans le cadre du programme d'autonomisation de la jeunesse mis en œuvre par le Gouvernement, plus de 100 000 jeunes Saoudiens, hommes et femmes, ont été formés dans divers domaines. Un programme de bourses a été lancé afin de permettre aux jeunes Saoudiens d'étudier dans les meilleures universités internationales.

56. La prise en charge des personnes âgées est une priorité absolue de la politique sociale du Gouvernement saoudien. Des programmes ont été élaborés en vue d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées et de leur fournir des soins de santé et une sécurité sociale. De nombreux centres sociaux et établissements de soins de santé ont été créés afin de prendre en charge les personnes âgées. Des programmes de soins à domicile ont également été mis à la disposition de plus de 40 000 hommes et femmes âgés dans tout le pays.

57. Le Gouvernement saoudien a lancé un programme de réadaptation complet pour fournir une éducation et des soins de santé aux personnes handicapées. Plus de 150 centres spécialisés ont été créés afin de fournir des services de réadaptation médicale et sociale aux personnes handicapées. Le Gouvernement saoudien a également mis en place un programme visant à promouvoir l'emploi des personnes handicapées dans les secteurs public et privé.

58. Le Gouvernement saoudien a lancé plusieurs initiatives visant à renforcer le rôle de la famille dans le développement social, notamment un programme de sécurité sociale prenant en charge plus de 800 000 familles saoudiennes et un programme de soutien aux familles à faible revenu. L'éducation constitue une priorité absolue du Gouvernement. En 2023, le taux d'inscription à l'école primaire en Arabie saoudite a dépassé les 99 %.

59. **M. Kasmi** (Albanie), s'exprimant en qualité de délégué de la jeunesse, dit qu'il représente des milliers de jeunes Albanais qui vivent au sein de collectivités où l'accès aux infrastructures, à l'emploi et à une éducation de qualité est insuffisant. Les jeunes sont touchés par les conséquences des conflits, des inégalités et des catastrophes climatiques. Si les jeunes veulent bâtir un monde meilleur, ils doivent façonner l'avenir.

60. Toutes les nations doivent soutenir le programme des délégués de la jeunesse afin de garantir l'inclusion des voix des jeunes dans les processus décisionnels de haut niveau. Il faut apporter des contributions au Fonds des Nations Unies pour la jeunesse afin de soutenir les jeunes représentants des pays en développement. La délégation albanaise préconise l'utilisation de dispositifs tels que les quotas pour assurer une représentation égale des filles et des femmes. Des solutions inclusives et durables reposent sur une représentation égale.

61. **M^{me} Delija** (Albanie), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, dit participer au Programme des jeunes négociateurs sur le climat, qui soutient la prise de décision intergénérationnelle. Elle demande aux États Membres, en particulier ceux de la région des Balkans occidentaux, de se joindre à ces programmes afin de soutenir la participation efficace des jeunes dans les processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'Albanie a subi les conséquences des inégalités économiques, d'un accès limité à une éducation de qualité et d'une migration rapide. Les Balkans occidentaux doivent veiller à ce que leurs jeunes aient la possibilité de s'épanouir à l'intérieur de leurs frontières au lieu de chercher de meilleures perspectives à l'étranger.

62. Le Gouvernement albanais met en œuvre un programme visant à soutenir les jeunes de moins de 29 ans qui sont déscolarisés et sans emploi ni formation, au moyen de stages, de formations professionnelles ou d'éducation complémentaire. L'Albanie a adopté une stratégie nationale en matière de migration pour la période 2024-2030

qui vise à préserver les droits des migrants et à favoriser leur intégration dans la société. En accueillant les réfugiés afghans, elle soutient les principes humanitaires et fournit un refuge aux personnes dans le besoin. En tant que membre du Conseil des droits de l'homme, elle s'engage à faire progresser les questions relatives aux droits humains des enfants dans les zones de conflit.

63. **M. Muhamad** (Malaisie) déclare que son pays favorise un développement social inclusif sur la base du principe consistant à ne laisser personne de côté. Le Gouvernement malaisien a alloué 30 milliards de ringgits malaisiens à sa stratégie d'élimination de la pauvreté par la création d'emploi et le renforcement de la protection sociale pour la période 2023-2024.

64. En 2023, la Malaisie a adopté la loi contre le harcèlement sexuel et modifié son code pénal et son code de procédure pénale afin d'y inclure le délit de harcèlement. Le Gouvernement malaisien renforcera les cadres législatifs régissant la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes. La Malaisie a récemment lancé un modèle de développement de la jeunesse pour compléter sa politique sur la jeunesse et harmoniser les efforts d'autonomisation des jeunes avec les programmes nationaux et mondiaux. Le modèle est axé sur l'emploi, les finances, la santé mentale et l'encadrement. Compte tenu du vieillissement de sa population, la Malaisie élabore actuellement un plan d'action axé sur l'économie, l'éducation et la santé. Elle cherche à renforcer le secteur des soins et à répondre ainsi aux besoins des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants.

65. **M^{me} Althehli** (Émirats arabes unis), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, affirme que son pays est déterminé à réaliser un développement social global et qu'il attache la plus grande importance à l'épanouissement de la jeunesse, à la prise en charge des personnes âgées et au soutien des personnes handicapées. Il faut renforcer les efforts collectifs et établir des partenariats régionaux et internationaux pour répondre aux problèmes de plus en plus nombreux qui se posent à l'échelle mondiale et tirer parti des progrès technologiques pour assurer un développement durable pour tous.

66. Le Gouvernement des Émirats arabes unis considère les jeunes comme des partenaires clés dans l'édification de la nation et des piliers du développement et du progrès et, partant, s'efforce de renforcer les cadres institutionnels sur la participation des jeunes aux politiques nationales. Depuis 2017, des conseils de la jeunesse ont été créés dans tout le pays. Les Émirats arabes unis ont récemment lancé un programme de délégués de la jeunesse climatiques, qui constitue la plus grande initiative visant à promouvoir la participation des jeunes du monde entier aux négociations sur le climat.

67. **M. Alsuwaidi** (Émirats arabes unis), s'exprimant en qualité de délégué de la jeunesse, fait savoir que les jeunes de son pays sont convaincus que le meilleur moyen d'assurer le développement durable, la paix et la sécurité est de mobiliser toutes les composantes de la société, notamment les personnes handicapées, dans le processus de développement global. En 2021, son gouvernement a lancé une initiative visant à encourager les personnes handicapées capables de travailler à entrer sur le marché du travail en leur permettant d'occuper des emplois correspondant à leurs capacités et à leurs qualifications, tout en leur garantissant l'accès à des services de soutien et à des appareils d'assistance.

68. Aux Émirats arabes unis, les personnes âgées sont appelées les « séniors » par respect pour le service rendu à la nation. Une politique nationale en faveur des « séniors » a été élaborée dans le but de développer les services de soins de santé fournis aux personnes âgées, notamment dans les établissements de soins de longue durée et au moyen de programmes de soins à domicile.

69. Les Émirats arabes unis restent fermement déterminés à coopérer avec tous les États Membres afin de donner aux jeunes les moyens d'agir, tant au niveau national qu'international. Investir dans les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées revient à investir dans l'avenir du monde entier.

70. **M. Aarheim** (Norvège), s'exprimant en qualité de délégué de la jeunesse, déclare que la communauté internationale doit rester convaincue que le développement social et la justice sociale ne peuvent pas être réalisés sans paix, sécurité et respect des droits humains. En 2024, une éducation de qualité devrait inclure des connaissances numériques. L'exploration en toute sécurité des informations en ligne doit être intégrée dans les programmes scolaires, et les jeunes doivent disposer des bons outils pour utiliser Internet de manière sûre et efficace. Le développement social exige que chacun, quel que soit son genre, ait les mêmes possibilités d'apprendre, de travailler et de jouer un rôle moteur.

71. **M^{me} Hillestad** (Norvège), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, déclare que les traumatismes subis par les enfants qui vivent dans des situations de conflits armés sont très inimaginables. La conséquence de ces situations est la perte d'accès à l'éducation. Vivre en situation de guerre peut faire reculer l'éducation des enfants de plusieurs années et compromettre leur foi dans l'avenir, les droits humains et la perspective de paix. Les conflits armés entraînent un recul de l'égalité entre les genres. Les situations de conflit entraînent une augmentation de la violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles et une perturbation de leur accès aux soins de santé, ce qui a des conséquences à long terme sur les sociétés. Tout en s'efforçant de mettre fin à la guerre, la communauté internationale doit continuer de promouvoir le développement social dans les régions en conflit et s'employer à réduire les effets à long terme des conflits.

72. **M^{me} Borg Aquilina** (Malte), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, estime que c'est grâce aux générations futures que les pays ont investi du temps et des efforts dans le Pacte pour l'avenir, la Déclaration sur les générations futures et le Pacte numérique mondial. Le Sommet de l'avenir a permis aux jeunes d'exprimer leurs vues sur les défis qui les concernent. Parce que l'avenir des jeunes est déjà marqué par des chocs et des crises pluridimensionnelles, leurs intérêts doivent être placés au cœur de la prise de décision afin qu'ils puissent réaliser leurs objectifs prioritaires.

73. Partout dans le monde, bien que les jeunes jouent un rôle de premier plan en vue de résoudre ces crises, les jeunes femmes et les personnes LGBTQI+ continuent de faire face à la violence, à la marginalisation et à des formes de discrimination multiples et croisées. Qu'il s'agisse de l'exclusion du processus décisionnel ou de représailles pour avoir défendu une cause, ces obstacles traduisent des problèmes sociétaux plus vastes et doivent être éliminés. Malte est déterminée à démanteler les structures de pouvoir patriarcales qui perpétuent les inégalités et maintiennent les jeunes femmes, les adolescentes et les filles en marge de la société. Il est essentiel d'investir dans une éducation de qualité, la santé sexuelle et procréative, les systèmes de protection sociale et l'emploi afin de préparer les jeunes aux transitions numérique et verte.

74. L'ONU doit créer des plateformes propices à une participation efficace des jeunes dans tous les domaines de prise de décision, et pas seulement dans ceux qui sont considérés comme centrés sur les jeunes. Il convient d'exploiter pleinement la contribution que les jeunes peuvent apporter comme partenaires et non comme consultants dans l'élaboration des politiques. Un avenir véritablement inclusif et pacifique ne pourra être réalisé que lorsque les jeunes seront considérés comme des contributeurs précieux, non pas en dépit de leur âge, mais en raison de celui-ci.

75. **M. Lagorio** (Argentine) déclare que le vieillissement de la population est une réalité mondiale qui exige des réponses mondiales. Si le vieillissement de la population est une avancée majeure pour l'humanité, il représente également un défi pour les sociétés, qui doivent adapter leurs politiques afin de garantir un niveau de vie décent aux personnes âgées et de faire respecter leurs droits humains. La délégation argentine est favorable à l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant pour traiter ces problèmes et protéger les droits humains des personnes âgées. Il convient d'encourager la solidarité intergénérationnelle afin de mieux comprendre les problèmes des personnes âgées et de lutter contre les stéréotypes négatifs sur le vieillissement.

76. Il a été démontré que le système international des droits humains ne fournissait pas une protection suffisante aux personnes âgées. Le Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, présidé depuis sa création par l'Argentine, a adopté, à sa dernière session en date, une décision qui constitue le premier document intergouvernemental contenant des recommandations sur la manière de recenser d'éventuelles lacunes dans la protection des droits humains des personnes âgées et la meilleure façon de les combler.

77. **M. Moussa** (Djibouti) dit que, dans le plan de développement national de son pays, la numérisation et la transformation numérique sont considérées comme ayant le potentiel de favoriser une économie dynamique et inclusive. En utilisant les outils numériques, Djibouti sera en mesure d'accélérer son développement social et d'accroître la couverture de ses services sociaux et économiques. Ces objectifs seront atteints grâce à la mise en œuvre de programmes visant à soutenir l'interconnectivité entre les régions et les villes de Djibouti et à la mise en place de plateformes numériques et d'infrastructures modernes pour se connecter au reste du monde.

78. La vision Djibouti 2035 a donné un nouvel élan au développement et à la diffusion des outils numériques. La politique de développement du secteur du numérique mise en œuvre par le Gouvernement djiboutien a pour objectif principal de réduire la fracture numérique à Djibouti. Elle contribuera également à mettre en place un pôle numérique d'envergure internationale, axé sur la Corne de l'Afrique et la péninsule arabique.

79. Djibouti peut stimuler son développement en tirant parti de son infrastructure de câbles sous-marins, composée de 11 câbles relais Internet, dont 8 en fibre optique, afin d'accroître la couverture mobile et Internet. Il utilise des outils numériques pour élargir et améliorer les services sociaux et réduire les écarts entre les villes et entre les zones urbaines et rurales. L'accès à l'éducation et aux soins de santé a été amélioré grâce à la mise en place de plateformes d'apprentissage et de santé en ligne à l'échelle du pays.

80. Le Gouvernement djiboutien prévoit de mettre en place un registre social unifié et un système national complet d'identification numérique qui faciliteront l'accès aux services publics, aux programmes de transfert en espèces et aux services bancaires et financiers. Dans certaines villes de Djibouti, l'identification numérique est déjà utilisée pour obtenir l'accès aux services de base, tels que l'électricité, l'eau et l'élimination des déchets, et faciliter l'enregistrement foncier et le paiement des impôts.

81. **M^{me} Milurović** (Serbie), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, déclare que les jeunes devraient pouvoir décider de leur propre avenir et être encouragés à participer activement à l'élaboration des politiques qui façonneront leur vie. L'adoption par son gouvernement d'une stratégie et d'un plan d'action pour la jeunesse et la rédaction d'une nouvelle loi sur la jeunesse montrent que les jeunes sont au centre de la société serbe. Le Gouvernement serbe finance des projets en

faveur de l'épanouissement et de la participation efficace des jeunes, et a fait de l'investissement dans une éducation inclusive de haute qualité une priorité.

82. La Serbie présidera le partenariat mondial sur l'IA au cours des trois prochaines années. Le partenariat, ainsi que le Pacte numérique mondial, devraient ouvrir la voie à une utilisation éthique de l'IA. Les dirigeants mondiaux et les innovateurs devraient faire un réel effort pour impliquer les jeunes dans la concertation sur l'IA.

83. **M. Dizdarević** (Serbie), s'exprimant en qualité de délégué de la jeunesse, affirme que, face à la triple crise planétaire, il convient d'intensifier les efforts d'adaptation et d'élaborer des dispositifs de financement durables. Les jeunes étant particulièrement touchés par les changements climatiques, leurs messages doivent être entendus. La Serbie a démontré sa volonté d'atteindre l'objectif 13 relatif à l'action climatique en soumettant sa contribution déterminée au niveau national révisée en 2022 et en adoptant son programme d'adaptation aux changements climatiques en 2023.

84. Une exposition sur le thème « Play for humanity : sports and music for all » sera organisée à Belgrade en 2027, dans le but de souligner la contribution de l'imagination, de la créativité et du jeu à la science, à l'innovation et au développement social. La communauté internationale est invitée à investir dans les atouts que les jeunes portent en eux.

85. Les jeunes ne sont pas de simples spectateurs, mais des acteurs critiques des enjeux mondiaux. Il convient d'établir une concertation intergénérationnelle afin de traiter les problèmes mondiaux et de construire un avenir durable.

86. **M^{me} Dbouk** (Liban) déclare que l'agression israélienne menée actuellement contre son pays ne fait pas de distinction entre les civils et les combattants, ni entre les cibles militaires et les biens civils. Le Liban, qui ne s'est pas encore remis de l'explosion catastrophique du port de Beyrouth ni de l'effondrement de sa monnaie, doit maintenant faire face à une nouvelle détérioration économique et sociale en raison des actes d'hostilité perpétrés à son encontre.

87. La poursuite de l'agression israélienne a entraîné la mort de 1 974 personnes, dont plus de 100 enfants et 200 femmes, 9 384 blessés, dont plus de 690 enfants, et le déplacement de plus de 1,2 million de personnes à l'intérieur du pays. Il est choquant de constater qu'en une seule journée de septembre, les frappes aériennes ont causé la mort de 558 personnes, dont 50 enfants, 94 femmes et 4 agents de santé, et blessé 1 835 autres. En outre, la plupart des centres pour personnes déplacées sont saturés et les personnes déplacées qui n'ont pas trouvé d'abri dorment dans la rue.

88. L'agression brutale a également entravé les récoltes d'olives, de tabac et de bananes, qui constituent la source de revenus de nombreuses personnes dans le Sud. Selon une étude menée récemment par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, les bombes au phosphore blanc utilisées de façon systématique par Israël ont ravagé le secteur agricole au Liban, détruisant quelque 1 779 hectares de terres agricoles jusqu'en septembre 2024. Selon le centre national pour les risques naturels et l'alerte précoce au Liban, au 1^{er} octobre 2024, Israël avait largué 252 bombes incendiaires et 248 obus contenant du phosphore sur le pays. La délégation libanaise ne saurait trop insister sur le stress psychologique qui en résulte pour la population libanaise, et en particulier les enfants, qui au lieu de vivre, peinent à survivre.

89. **M^{me} Andújar** (République dominicaine) dit que son pays a réalisé des progrès majeurs en matière de développement social grâce à la mise en œuvre de programmes et de politiques visant à garantir les droits humains fondamentaux des personnes handicapées et à leur assurer un accès égal à l'éducation, à l'emploi et aux services

de base. Des programmes de formation et d'emploi ont été élaborés et un soutien est apporté pour faciliter la pleine participation des personnes handicapées à la vie locale.

90. Le Gouvernement dominicain a mis en œuvre divers programmes d'éducation et de formation professionnelle dans le but de doter les jeunes des compétences nécessaires pour obtenir de meilleurs emplois et de briser le cercle vicieux qui conduit à l'inégalité des chances. Lors d'une manifestation parallèle organisée par la République dominicaine au cours de la récente semaine de haut niveau de l'Assemblée générale, les participants ont souligné qu'il fallait placer l'éducation au centre du développement durable, et que les écoles devaient constituer de véritables centres de développement et faire partie intégrante des politiques publiques. Les participants ont donc appelé à une action régionale pour augmenter les investissements publics dans l'éducation et allouer une plus grande proportion de l'aide publique au développement à l'éducation.

91. La République dominicaine entend veiller à ce que les personnes âgées puissent exercer leurs droits humains fondamentaux sur un pied d'égalité et vivre pleinement leur vie sans discrimination. Le Gouvernement dominicain a mis en œuvre des initiatives visant à améliorer la qualité de vie des personnes âgées, en veillant à ce que leurs droits ne soient pas bafoués dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Il a également mis en œuvre un programme de sécurité alimentaire qui prévoit une aide financière pour les achats alimentaires aux ménages qui remplissent les conditions, ainsi qu'un plan permettant aux familles dans diverses situations socioéconomiques d'acheter leur premier logement grâce à des subventions.

92. **M. Van Schalkwyk** (Afrique du Sud) déclare qu'après la fin de l'apartheid il y a 30 ans, le nouveau Gouvernement démocratique d'Afrique du Sud s'est lancé dans des réformes stratégiques et législatives globales dans le but de transformer la société. Des investissements importants ont été réalisés dans l'éducation, la formation professionnelle, les soins de santé et l'emploi, une part considérable du produit intérieur brut de l'Afrique du Sud étant consacrée à ces secteurs. En conséquence, les politiques éducatives de l'Afrique du Sud garantissent une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous.

93. L'Afrique du Sud observe un vieillissement de sa population, le nombre de personnes âgées étant passé de 2,8 millions en 1996 à 6,1 millions en 2022. Cette évolution fait souvent peser une charge plus lourde sur les aidants, en particulier les femmes. Le Gouvernement sud-africain a donc adopté un modèle de protection sociale hybride afin de couvrir l'ensemble du cycle de vie.

94. Comme de nombreux pays en développement, l'Afrique du Sud doit faire en sorte que chaque citoyen puisse bénéficier de la connectivité. Le Gouvernement a fait de l'amélioration des compétences numériques une priorité afin que chacun puisse exploiter les possibilités qu'offrent les technologies numériques.

95. **M^{me} Pierre Fabre** (Haïti) affirme que le respect des engagements pris il y a près de 30 ans lors du Sommet mondial pour le développement social reste un défi pour un grand nombre de pays. Le Deuxième Sommet mondial pour le développement social, qui se tiendra en 2025, sera l'occasion pour la communauté internationale de réaffirmer ces engagements, de renforcer la solidarité et de promouvoir la justice sociale, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles.

96. La crise multidimensionnelle qui frappe Haïti exacerbe la situation déjà difficile de la population haïtienne et les inégalités sociales au sein du pays. Les autorités haïtiennes sont conscientes que, pendant la transition du pays, il faut prendre les mesures qui s'imposent pour rétablir la sécurité et la paix, qui sont des conditions préalables à la reconstruction des institutions légitimes de l'État afin d'assurer un

avenir sûr et meilleur au peuple haïtien. Le Gouvernement haïtien est déterminé à respecter ses engagements et à adopter des initiatives nationales pour surmonter la crise. La solidarité internationale est nécessaire pour atteindre cet objectif.

97. **M. Moriko** (Côte d'Ivoire) déclare que les nombreuses crises auxquelles le monde est confronté ont des répercussions importantes sur le système social de son pays et exacerbent les vulnérabilités des personnes handicapées, des enfants, des jeunes, des femmes et des personnes âgées. Son gouvernement met donc en œuvre un programme visant à renforcer l'inclusion, la solidarité et l'action sociale pour soutenir les personnes vulnérables.

98. La volonté de lutter contre toutes les formes de discrimination à l'égard des personnes âgées et des personnes handicapées se traduit dans les programmes sociaux mis en œuvre dans le cadre du plan de développement national de son pays pour la période 2021-2025. Le Gouvernement ivoirien est déterminé à faciliter l'accès des personnes âgées aux instruments de protection sociale et aux services sociaux de base. Afin de réduire la vulnérabilité des personnes âgées, il a mis en place un régime de retraite complémentaire et un régime d'assurance sociale pour les travailleurs indépendants qui prend en charge les travailleurs âgés. Il a également mis en place une plateforme pour promouvoir les compétences et l'expérience des personnes âgées.

99. Le Gouvernement ivoirien met en œuvre un programme ambitieux visant à accélérer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes et à promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes. Les programmes d'éducation technique et de formation professionnelle ont été adaptés aux besoins des employeurs. Le Gouvernement ivoirien encourage la participation des jeunes aux instances décisionnelles en vue d'accroître leur contribution aux processus de développement durable.

100. **M. Benamour** (Maroc) déclare qu'une approche multidimensionnelle et intergénérationnelle est nécessaire pour relever les défis interconnectés que sont la réduction de la fracture numérique, la garantie de la solidarité intergénérationnelle et la promotion de l'alphabétisation. Il convient d'investir dans une éducation de qualité, notamment dans l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques, afin d'exploiter les atouts que les jeunes portent en eux et de renforcer leurs capacités pour assurer un avenir durable. Il convient également de prendre des mesures pour assurer une transition réussie entre l'éducation et le travail et des politiques adéquates favorisant l'apprentissage tout au long de la vie et la reconversion professionnelle, en particulier dans le domaine des technologies de l'information et des technologies numériques. Il faut investir dans les infrastructures en vue de garantir l'inclusion et un accès abordable à la technologie, à l'éducation et aux soins de santé, en particulier dans les zones rurales. On doit combattre la féminisation de la pauvreté en responsabilisant les jeunes femmes et en leur fournissant des ouvertures politiques.

101. Le Gouvernement marocain a adopté une série de mesures conformes aux recommandations du rapport du Secrétaire général sur les technologies de l'information et les technologies numériques au service du développement social. Par exemple, la stratégie « Digital Morocco 2030 », lancée récemment, vise à créer 240 000 emplois d'ici 2030, à numériser les services publics et à revitaliser l'économie numérique. En outre, une nouvelle méthode de paiement par téléphone mobile a été mise à l'essai pour les transferts monétaires assortis de conditions dans le cadre de la stratégie nationale d'inclusion financière.

102. Compte tenu de la nécessité de collaborer pour exploiter les avantages de l'IA au service du développement durable tout en respectant les droits humains et les principes d'inclusivité et de durabilité, le Maroc, avec les États-Unis d'Amérique, a

été le principal auteur de la résolution 78/265 de l'Assemblée générale, la résolution inaugurale sur l'IA, et a lancé un groupe d'amis sur l'IA au service du développement durable.

103. **M. Thomas** (Antigua-et-Barbuda) fait savoir que la protection des personnes les plus vulnérables est profondément ancrée dans les dispositifs de gouvernance de son pays. L'autonomisation des personnes les plus vulnérables est le principe directeur qui sous-tend l'engagement de son pays à promouvoir une société dans laquelle chaque individu a la possibilité de s'épanouir.

104. Il faut renforcer l'efficacité et la réactivité de l'ONU pour s'attaquer aux problèmes de santé mondiaux, en particulier ceux qui touchent les petits États insulaires en développement. La réunion de haut niveau sur les maladies non transmissibles et la santé mentale, qui se tiendra au cours de la quatre-vingtième session de l'Assemblée générale, sera l'occasion de s'attaquer de front à ces défis. Les maladies non transmissibles et les problèmes de santé mentale ont des effets disproportionnés sur les petits États insulaires en développement, ce qui pèse lourdement sur leurs systèmes de soins de santé ainsi que sur le bien-être et la productivité de leurs citoyens.

105. La détermination d'Antigua-et-Barbuda à relever ces défis a été renforcée par l'organisation de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement. Le document final de la Conférence, intitulé « Le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement : une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente », sert de cadre global décennal et de plan de développement durable pour les petits États insulaires en développement. Le programme prévoit la nécessité de s'attaquer aux vulnérabilités de groupes spécifiques dans les petits États insulaires en développement, notamment les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées.

106. **M. Tun** (Myanmar) indique que, depuis la tentative de coup d'état militaire illégal dans son pays en février 2021, plus de 5 700 personnes ont été tuées par la junte militaire et plus de 3,4 millions de personnes ont été déplacées. Sur plus de 18,6 millions de personnes ayant un besoin urgent d'aide humanitaire, plus de la moitié sont des femmes et des filles. Néanmoins, les femmes sont au premier plan des efforts déployés en vue de lutter contre la dictature militaire et de rétablir la démocratie au Myanmar.

107. Parmi les plus de 6 millions d'enfants déplacés au Myanmar, certains poursuivent leur scolarité dans des camps de fortune et des abris enterrés en raison des attaques aériennes et des tirs d'artillerie lourde de la junte militaire. Au Myanmar, les enfants sont exposés à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et au recrutement forcé par l'armée. Les personnes handicapées, en particulier les femmes handicapées, font face à des problèmes d'accessibilité et à des violations fréquentes de leurs droits. De nombreuses personnes ont été mutilées en raison d'attaques aériennes de la junte et d'explosions de mines terrestres.

108. Certains jeunes ont quitté le Myanmar pour échapper aux arrestations arbitraires de la junte. La conscription forcée imposée par la junte a entraîné une migration massive et une fuite des cerveaux du Myanmar. Le récent typhon Yagi a provoqué de nouveaux déplacements et aggravé les souffrances de la population et la situation humanitaire dans le pays.

109. Le peuple du Myanmar n'a cessé d'appeler la communauté internationale et l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, à prendre des mesures efficaces pour sauver des vies et empêcher les atrocités commises par la junte, notamment en mettant un terme à la fourniture d'armes, d'armements et de carburacteur et au soutien financier fourni à la junte militaire.

110. Toute élection organisée par la junte militaire dans la situation actuelle ne serait pas libre, équitable ou inclusive. La délégation du Myanmar appelle la communauté internationale à se joindre à elle pour s'opposer fermement au simulacre d'élection prévu par la junte, qui ne fera qu'engendrer davantage de violence et prolonger le conflit.

111. **M^{me} Gisinti** (Italie), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, déclare que les États doivent concrétiser le chapitre IV du Pacte pour l'avenir. La participation des jeunes doit être systématique, et non symbolique, dans tous les domaines, car chaque question concerne la jeunesse. Les accords conclus doivent se traduire par des actions concrètes, avec la participation des jeunes et une attention particulière accordée aux personnes marginalisées et sous-représentées.

112. Au moment où le nombre de conflits dans le monde est sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, les jeunes ont une contribution essentielle à apporter à la paix et à la sécurité. Les États doivent adopter des plans d'action nationaux pour soutenir le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité. La mise en œuvre de ce programme garantira la participation des jeunes dans les politiques nationales et renforcera les efforts de consolidation de la paix. Le programme permet de renforcer la paix mais aussi de revitaliser le multilatéralisme.

113. **M. Granata** (Italie), s'exprimant en qualité de délégué de la jeunesse, déclare qu'il faut s'attaquer aux écarts persistants entre les jeunes, non seulement entre les pays, mais aussi au niveau local, d'une région à l'autre et entre les zones métropolitaines et rurales. Il est essentiel d'investir dans une éducation de qualité afin de lutter contre la marginalisation et favoriser l'inclusion sociale. Il faut également encourager l'éducation non formelle afin d'éveiller le sens de la curiosité des jeunes et de favoriser un changement positif.

114. À l'ère numérique, les jeunes ont besoin d'outils novateurs pour que les technologies numériques renforcent leurs compétences au lieu de les remplacer. L'amélioration de la formation professionnelle et l'investissement dans l'entrepreneuriat social et durable mené par les jeunes leur permettraient de prendre leur avenir en main. Des approches intégrées et intergénérationnelles devraient être adoptées afin de dissiper l'idée fausse selon laquelle l'inclusion des jeunes dans la prise de décision ne profiterait qu'aux jeunes et de revitaliser la confiance dans les institutions.

115. **M^{me} Reize** (Allemagne), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, dit que, depuis 20 ans, les délégués de la jeunesse allemande participent aux sessions de l'Assemblée générale, exigeant la participation pleine, effective et véritable des jeunes dans tous les secteurs. Chaque année, les jeunes délégués allemands organisent des ateliers dans toute l'Allemagne afin de recueillir les opinions des jeunes et de les présenter à l'Assemblée.

116. Malheureusement, tous les pays n'ont pas de délégué de la jeunesse, et la plupart viennent du Nord mondial. La participation des jeunes ne devrait pas se limiter aux jeunes ayant une formation académique et la stabilité financière nécessaire pour consacrer du temps à des activités volontaires et non rémunérées. Tous les jeunes doivent pouvoir bénéficier d'un renforcement solide de leurs capacités, d'un financement et de l'égalité des chances.

117. Les organisations de la société civile fournissent aux jeunes les connaissances et les compétences nécessaires pour défendre leurs droits. L'ONU devrait ménager un espace à la société civile afin de garantir la prise en compte de perspectives diverses dans ses travaux et ses efforts de gouvernance mondiale.

118. Les 20 dernières années ont été marquées par des réalisations telles que la création du Bureau des Nations Unies pour la jeunesse et l'adoption de la

résolution 2250 (2015) du Conseil de sécurité, sur les jeunes et la paix et la sécurité, et du Pacte pour l'avenir, dont un chapitre est consacré aux jeunes et aux générations futures. Néanmoins, des obstacles sociaux, structurels et financiers subsistent et la participation des jeunes n'est pas encore obligatoire dans tous les domaines.

119. **M^{me} Rushdi** (Maldives) déclare que, pour garantir que le développement de son pays soit durable, inclusif et équitable, son gouvernement a fait de l'amélioration de l'économie numérique et de la numérisation des services publics une priorité. Aux Maldives, le taux d'inscription à l'école primaire est de 96 %, le taux de mortalité infantile est en baisse constante et l'espérance de vie moyenne est supérieure à 80 ans. Les Maldives collaborent avec l'UNICEF, la Banque mondiale et d'autres partenaires en faveur d'une éducation inclusive, d'un enseignement du numérique et de l'acquisition de compétences transférables. Un conseil consultatif présidentiel de la jeunesse a été créé en août 2024. Afin d'autonomiser les femmes entrepreneurs, le Gouvernement maldivien a lancé un mécanisme de prêt de 6,5 millions de dollars, dont 25 % sont destinés aux femmes handicapées.

120. Les Maldives disposent de peu de terres et leur population est regroupée principalement autour de la capitale. Le Gouvernement maldivien a mis en œuvre plusieurs projets d'assainissement, d'infrastructure, de développement urbain et de connectivité afin de respecter le droit constitutionnel des citoyens des Maldives au logement et aux services fondamentaux. Les groupes souvent négligés, tels que les parents isolés et les jeunes familles de travailleurs, se sont vu accorder la priorité dans les projets de développement urbain et de logement.

121. Le Gouvernement maldivien s'emploie à améliorer le secteur des soins de santé en développant les services de santé mentale au moyen d'une plateforme en ligne. Les soins préventifs, les examens de routine et les traitements de fertilité sont en passe d'être intégrés au régime national d'assurance maladie.

122. En tant que petit État insulaire en développement, les Maldives sont conscientes que la solidité d'une société dépend des membres les plus vulnérables. Le Gouvernement maldivien s'efforce donc d'assurer la participation de ceux qui ont été historiquement marginalisés en raison de leur âge, de leur genre, de leur handicap, de leur statut économique ou de leur situation géographique.

123. **M. Maniratanga** (Burundi) affirme que l'élimination de la pauvreté est une priorité absolue de son gouvernement car la pauvreté est l'un des principaux obstacles à la réalisation des objectifs de développement durable. Son gouvernement a mis en œuvre plusieurs initiatives pour soutenir le développement socioéconomique des jeunes et des femmes, notamment la création de banques d'investissement spécialisées afin d'encourager leur autonomisation économique et le lancement d'un programme d'autonomisation et d'emploi des jeunes. Le Président du Burundi a été désigné comme champion de l'Union africaine pour la jeunesse et la paix et la sécurité.

124. L'éducation numérique devrait être dispensée dès le plus jeune âge, l'enseignement du numérique devrait figurer dans les programmes scolaires. Les effets de la technologie sur le bien-être des jeunes devraient être évalués. Une telle approche permettrait de former de futurs citoyens qui ne seraient pas de simples consommateurs de technologie mais des personnes informées et responsables, contribuant ainsi à réduire les inégalités numériques à long terme. Les jeunes doivent être préparés à relever les défis d'un monde de plus en plus numérisé. Un soutien financier adéquat et une coopération internationale active sont essentiels pour permettre au Sud mondial de récolter les fruits de l'ère numérique et de mettre en œuvre des politiques visant à réduire la fracture numérique.

La séance est levée à 13 heures.